

**La force de la mobilisation historique des personnels de l'éducation jeudi 13 janvier a obligé le gouvernement à ouvrir la porte à de premières discussions. Si les premières annonces restent mesurées et surtout à concrétiser, deux sont hautement symboliques : le recrutement de listes complémentaires et la fragilisation des évaluations nationales par l'annonce de leur report.**

Après cette première discussion, le gouvernement doit maintenant répondre à toute la colère et aux exigences exprimées dans la grève du jeudi 13 janvier, tant sur le cadre sanitaire sécurisé et la méthode utilisée depuis des mois par le ministre que sur les moyens nécessaires pour refaire enfin école et reconnaître les personnels.

**Afin d'ouvrir la porte à de véritables négociations, le SNUipp-FSU propose de nouvelles échéances de mobilisation à l'intersyndicale dans le cadre le plus unitaire possible.**

Le mouvement exceptionnel de jeudi parmi les personnels de l'école et le discrédit grandissant et quasi unanime de Jean-Michel Blanquer ont obligé le gouvernement à recevoir l'intersyndicale et à mettre ainsi le ministre sous "tutelle", le Premier ministre reprenant la main de cette négociation.

Cette journée de grève s'est bel et bien avérée historique même si le ministre a appliqué aux chiffres de grévistes un peu le même sort qu'aux chiffres de contaminations parmi les enfants, une division par deux.

Jean-Michel Blanquer a été par ailleurs obligé de reconnaître sur le perron de son ministère la hauteur de cette mobilisation. Il actait même dans les médias "pouvoir se tromper et ne pas toujours avoir raison".

### **La mobilisation oblige à de premières discussions**

L'exigence d'ouverture de discussions portée notamment par la FSU a donc été entendue, même si la seule réunion d'hier soir avec le Premier ministre, le ministre de la santé et celui de l'Education n'y saurait suffire.

Celle-ci a, pour la première fois depuis cinq ans, permis durant 3h30 un début de dialogue et a débouché sur plusieurs engagements. Tout d'abord un changement de méthode permettant le retour d'une concertation avec les représentants-es des personnels pour les décisions touchant à la crise sanitaire.

Une promesse à juger sur pièces dans les prochains jours au vu du très lourd passif depuis quasiment deux ans sur ce sujet. **L'annonce concrète la plus importante est l'ouverture du recrutement sur les listes complémentaires.** C'est une avancée symboliquement très forte dont il reste cependant estimer la potentialité au vu de l'étroitesse, voire la non existence, de ces listes dans de nombreux départements.

### **Des annonces très mesurées**

L'annonce d'équipement en masques chirurgicaux, à la place des masques en tissus fournis depuis plus de 18 mois, a été confirmée et **le ministre s'est engagé à fournir cinq millions de masques FFP2 notamment pour les AESH et les enseignant-es de maternelle.**

La promesse de masques inclusifs ayant mis plus d'une année à arriver dans les écoles et le chiffrage assez faible de la dotation pousse à une forme de prudence sur la réalité de cette annonce. La réaffirmation de l'existence d'une dotation de quelques millions pour acheter des capteurs de CO2, sans que l'Education nationale ne les impose, ne permettra pas d'en avoir partout même si elle est abondée tant que de besoin. Plus globalement, le gouvernement n'a fait aucune annonce sur un nécessaire cadre protecteur à la place de l'actuel protocole qui épuise les personnels et désorganise l'école.

**Concernant la politique éducative, l'annonce du report des évaluations nationales de mi-CP** marque une fragilisation de la politique menée par Jean-Michel Blanquer mais ne répond pas à leur nécessaire abandon.

**Enfin, l'annonce d'une aide à la direction d'école qui croule littéralement sous les tâches, via 1700 emplois vacataires est très largement insuffisante** et ne représenterait qu'une aide par circonscription.

Quant à l'embauche de quelques milliers de contractuel·les, elle n'en est pas vraiment une. Les rectorats avaient déjà cette possibilité qui, au vu des conditions de travail et du salaire proposé, s'avère bien souvent impossible à mettre en œuvre, sans compter que le volume annoncé reste très loin de la hauteur des besoins du terrain...

### **Le gouvernement doit répondre au ras-le-bol**

La pression de la mobilisation du 13 janvier a permis de bousculer le gouvernement, obligeant à instaurer un début de dialogue avec les représentant-es des personnels. Une première depuis cinq ans !

**Il s'agit maintenant que le gouvernement réponde au ras-le-bol et aux exigences exprimées dans la grève du jeudi 13 janvier.** Il doit pour cela engager des discussions concrètes tant sur le cadre sanitaire sécurisé que sur les moyens nécessaires pour refaire enfin école et reconnaître les personnels notamment par une hausse conséquente de leurs salaires. **Sans oublier d'apporter une réponse à la perte de légitimité de Jean-Michel Blanquer comme ministre de l'Education nationale.** Un discrédit palpable jusqu'au plus haut sommet de l'Etat au vu de la configuration de la réunion de jeudi soir avec la présence du Premier ministre.

**Le SNUipp, avec la FSU, mettra tout en œuvre pour obliger le gouvernement à entendre toute la colère des personnels et propose de nouvelles mobilisations unitaires à l'intersyndicale.**